

ARRETE SC/AG/23.02.21/215
Réglementant la circulation et le stationnement
pour des travaux d'isolation thermique par l'extérieur sur les locaux du bâtiment communal
Place du 11 Novembre

Le Maire de Saint-Avertin,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2212-1 et L2212-2 et suivants,
Vu le Code de la Route, et notamment l'article R417-10,

Considérant la demande pour des travaux d'isolation thermique par l'extérieur sur les locaux du bâtiment communal qui doivent avoir lieu **du 27 février au 8 septembre 2023 inclus**, Place du 11 Novembre, réalisés par l'entreprise ISOLBA 41, 13 allée du bois de l'Orme - 41 100 St Ouen,

Considérant qu'il convient d'assurer la sécurité du public et le bon déroulement du chantier,

Considérant l'intérêt général, les dispositions suivantes seront applicables :

A R R E T E

ARTICLE PREMIER : MISE EN PLACE DE DEUX ECHAFAUDAGES

Le demandeur est autorisé à installer deux échafaudages sur le trottoir et la chaussée au droit du bâtiment communal de la Place du 11 novembre aux dates mentionnées ci-dessus.

Ils seront munis d'une bâche contre les projections et protégés par un platelage afin de se prémunir contre les chutes d'outils ou de matériaux.

Les échafaudages seront munis d'un éclairage pour la nuit.

ARTICLE DEUXIEME : CIRCULATION

La circulation des piétons se fera sur le trottoir opposé au chantier.

ARTICLE TROISIEME : STATIONNEMENT

Le Demandeur est autorisé à neutraliser 8 places de parking à l'aide de clôtures de chantier pour entreposer le matériel de chantier à l'Ouest de la Place du 11 Novembre aux dates mentionnées ci-dessus.

Le stationnement sera interdit au droit de l'encombrement.

Le stationnement de tout véhicule contrevenant au présent arrêté sera considéré comme gênant au sens du code la route.

ARTICLE QUATRIEME : SIGNALISATION

La pré-signalisation, la signalisation réglementaire seront assurées par le demandeur 48 h avant le début du chantier et sous son entière responsabilité afin d'assurer la sécurité des piétons (en amont et en aval du chantier).

Le demandeur devra signaler son chantier conformément aux dispositions prévues par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre 1 - 8^{ème} partie « signalisation temporaire »). Il est responsable des accidents pouvant intervenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

ARTICLE CINQUIEME : VITESSE

La vitesse de tous les véhicules sera limitée à 30 km/h au droit du chantier et sur 100 m de part et d'autre.

ARTICLE SIXIEME : INFRACTIONS

Les infractions au présent arrêté seront constatées par les agents verbalisateurs de la Police Nationale, de la Gendarmerie Nationale, de la Police Municipale et poursuivies conformément à la loi.

ARTICLE SEPTIEME : RECOURS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire de Saint-Avertin dans un délai de deux mois à compter de sa publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif d'Orléans dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'arrêté ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.

ARTICLE HUITIEME : AMPLIATION

- Commissariat Central de Police de Tours
- Police Municipale - Le Pétitionnaire



Saint-Avertin, le 21 février 2023
Pour le Maire absent,
Et par délégation,
La 2^{ème} adjointe,

Brigitte LE BRET